

7 mars 2007

## **Rencontre au ministère de la crise du logement sur les démolitions de la rénovation urbaine, suscitée par la coordination anti démolition**

La table ronde a réuni des membres de la coordination anti-démolition d'Île-de-France, les sociologues Agnès Deboulet et Renaud Epstein, le géographe Christophe Noyé et Jean-Paul Alduy, président de l'ANRU et maire de Perpignan, devant une assistance qui comportait de nombreux militants de la coordination anti démolition et d'associations de quartiers et de mal logés, des chercheurs, des professionnels.

Les participants, chercheurs, militants, habitants ont interpellé le président de l'ANRU sur un certain nombre d'aspects cruciaux pour les personnes des quartiers directement visés par la politique de rénovation urbaine.

- ✓ Quelle est la réalité de la participation des habitants alors qu'aucun texte de l'ANRU n'en précise les modalités ni la portée ?
- ✓ Qu'est-ce qu'on démolit ? La vétusté des logements est-elle toujours en cause dans la démolition ?
- ✓ Quel est le contrôle des fonds versés aux bailleurs et aux collectivités ?
- ✓ Pourquoi démolir alors que la France connaît un manque grave de logements ?

Le président de l'ANRU a répondu que la démolition n'était qu'un aspect de la rénovation, qu'il ne faut pas tout démolir (comme cela est prévu à Poissy La Coudraie) mais qu'il y a des cas où la démolition est vraiment nécessaire, notamment pour « casser les ghettos ». Il a renvoyé la responsabilité de l'absence de concertation et des relogements forcés aux élus locaux, au manque d'intercommunalité. Il a néanmoins reconnu que l'ANRU n'a pas consacré assez de financement à l'accompagnement des relogements.

Mais le fond du problème n'est pas l'accompagnement des relogements. S'il peut être acceptable, dans certains cas de procéder à des démolitions très partielles, cela ne saurait se faire qu'avec l'accord des premiers intéressés, à savoir les habitants et à condition que le déménagement soit pour eux une amélioration des conditions de vie.

Or les chercheurs et les habitants ont bien fait remarquer que :

- 1) Contrairement à l'idée généralement avancée, les quartiers choisis ne sont plus si souvent enclavés ou isolés. Au contraire, leurs situations urbaines ou périurbaines intéressent au plus haut point la promotion immobilière privée.
- 2) Dans un certain nombre de cas, la démolition vise précisément les ménages les plus défavorisés.
- 3) Les démolitions en Ile-de-France aboutissent non pas à la mixité souhaitée de ses habitants avec d'autres mais à la reconcentration des ménages pauvres soit dans les parties non démolies des quartiers en rénovation, soit dans des quartiers aussi défavorisés que ceux qu'on les oblige à quitter.
- 4) Peu à peu les productions nouvelles ne reconstituent pas le nombre de logements très sociaux. Elles privilégient le développement du logement intermédiaire et privé.
- 5) La concentration des moyens financiers par l'ANRU rend les maires dépendants et empêchent souvent les maires de rechercher des solutions alternatives à la démolition.

Quelques idées pour résister :

- Pour une véritable concertation opposable, en amont des projets : demander une audition publique des personnes affectées par les projets, c'est à dire les habitants des immeubles visés.
- Intervenir de façon plus décisive auprès des syndicats de salariés pour qu'ils s'opposent à ce que l'argent du 1% de la masse salariale des entreprises soit investi dans ces opérations.
- Diffuser les enseignements des politiques menées dans d'autres pays où les politiques publiques permettent une véritable implication des habitants dans la conception et la conduite des projets.

L'AITEC soutient ces revendications et continuera à apporter sa contribution aux mobilisations contre des démolitions, trop souvent arbitraires.

Pour en savoir plus sur la coordination antidémolition : <http://www.antidemolition.com/>